

PEGASUS envenime les relations entre l'Algérie et le Maroc

Page 7

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du Mercredi 28 Juillet 2021

7 jrs/7

N°1688 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Où va la Tunisie avec sa nouvelle crise politique?

Page 12



74 ème report du procès Vamoulké

Page 5

300 soldats botswanais au Mozambique

Page 11



NIGER

Ouest du Niger: 14 morts dans une attaque

Une attaque dans l'ouest du Niger, le dimanche 25 juillet 2021, par des hommes armés à moto, a tué au moins 14 civils. L'information a été donnée par le gouvernement nigérien.



Cette attaque qui a ciblé des populations civiles fait état de quatorze morts dont neuf dans un champ.

Selon une source sécuritaire, "des assaillants non identifiés sont arrivés au village de Wiye dans le district de Banibangou, à environ 50 km de la frontière avec le Mali". "Ils ont visé des civils, tuant 14 personnes, dont neuf travaillant dans les champs" a indiqué le ministère de l'intérieur, dans un communiqué, tout en ajoutant qu'une blessée a été évacuée pour être soignée dans la capitale, Niamey. "Les mesures de sécurité ont été renforcées et une enquête est en cours pour identifier et traduire en justice les responsables de ces attaques lâches et barbares" a-t-il précisé.

La zone des trois frontières, cible d'attaques armées



La zone des trois frontières, est la cible des attaques perpétrées par des hommes armés à moto

Banibangou, région située dans la zone dite des "trois frontières" (Niger- Burkina Faso- Mali), a été le théâtre d'attaques sanglantes de groupes armés liés à al-Qaïda et à l'EIIL (Daech). En outre, des attaques dans la région occidentale de Tillabery, toujours au Niger, ont été attribuées, par des responsables locaux, à une filiale de l'EIIL, y compris des raids en janvier qui ont tué au moins 100 civils. Mi-mars, une attaque dans le même quartier, visant un marché de village, a fait 66 morts. Le 24 juin dernier, des attaques contre des villages à Tondikiwindi, dans un quartier voisin, ont fait 19 morts. Malgré les efforts répétés des autorités pour sécuriser la zone, la recrudescence d'attaques terroristes meurtrières se poursuit. Notons qu'un contingent de 1 200 soldats tchadiens avait été déployé dans la zone des trois frontières, dans le cadre d'une force multinationale constituée par le groupe G5 Sahel.

K.Fiakofi

NIGÉRIA

Les prix des produits pharmaceutiques en hausse au Nigéria

Selon Cameroon Magazine, les pharmaciens nigérians ont déploré l'impact du COVID-19, sur le secteur pharmaceutique, affirmant que la flambée des prix pourrait être due à la pandémie actuelle.



65% des matières premières et des produits pharmaceutiques finis sontt importés de la Chine et de l 'Inde

Les pharmaciens ont déclaré que 65% des matières premières et des produits pharmaceutiques finis, utilisés dans le pays, sont importés de la Chine et de l 'Inde. Le président de l'Association des pharmaciens communautaires du Nigeria et le directeur général de la pharmacie Zinni, Wuyep Nimnan Nankap, cités par Africanews, ont déclaré que l'augmentation était due à la Covid-19 et au taux de change erratique, tout en ajoutant que "les médicaments vendus à environ 10 $ sont maintenant vendus à presque 20 $ et la principale cause est le coronavirus". Selon toujours notre source, les experts ont affirmé, que la hausse des prix des médicaments peut affecter la prestation de soins de santé de qualité, en raison de l'afflux de médicaments contrefaits. «C'est une menace que nous ne pouvons pas vraiment combattre, pour la surmonter, les responsables de la sécurité du pays doivent s'impliquer et former une alliance avec nous, car certaines pharmacies au Nigeria ne sont pas gérées par de vrais pharmaciens», ont-t-ils poursuivi.

Selon Africanews, le directeur général de la pharmacie Zinni, Wuyep Nimnan Nankap, a affirmé que le gouvernement "néglige le secteur et que l'attention devrait être accordée au secteur, pour améliorer ses activités".

Notons que le marché des médicaments au Nigeria, dépend uniquement des devises étrangères.

Oumou Konaté

ILE MAURICE

Le pigeon rose d'île Maurice sauvé de la menace d'extinction

Unique à Maurice, le pigeon rose a failli s'éteindre comme le dodo. Mais aujourd'hui, grâce aux efforts d'une ONG locale, d'un naturaliste britannique et des autorités mauriciennes, l'oiseau a été sauvé in extremis et peuple désormais les régions endémiques du pays, selon la radio rfi.



Dans les années 1990, il n'en restait que neuf individus sur l'île.

La vallée de Ferney, lieu paradisiaque de l'île Maurice, abrite désormais la créature qui a failli connaître le même sort que le dodo, le pigeon rose, appelé aussi pigeon des Mares. En 2016, cette espèce aviaire qu'est le pigeon rose a été introduite dans la vallée de Ferney où vit une population relativement stable d'une trentaine d'individus. La longue et méthodique mission de sauvetage a été menée par la MWF Mauritian Wildlife Foundation, sous la direction du regretté naturaliste britannique, Gerald Durell, et les autorités mauriciennes, rapporte Radio france-inter. «Le pink pigeon reste un des projets phares avec la crécerelle de Maurice. Ce sont des espèces que nous avons sauvées de l'extinction. Il n'en restait qu'une dizaine », a expliqué selon RFI, Benoît de Lapeyre, chargé de lever des fonds à la MWF, l'ONG locale qui a piloté la mission de sauvetage de cette espèce.

Recouvert d'un plumage rose pâle sur la tête, le ventre et une partie de son dos, le pigeon des Mares a une robe irréprochable. Son bec et ses pattes sont également roses et il est le plus grand oiseau terrestre ayant survécu à Maurice, d'après notre source. Tous se ressemblent aux yeux des profanes, mais les oiseaux présents sur l'île sont tous bagués et portent une identité, un nom qui est lisible via les jumelles, a indiqué RFI. Aujourd'hui, cet oiseau emblématique constitue une population d'environ 500 individus répartis dans les zones endémiques protégées de l'île que sont les gorges de la Rivière noire, la Forêt d'Ébène, l'île aux Aigrettes et à la vallée de Ferney.

Roseline BADO

CAMEROUN

74eme report du procès du journaliste camerounais, Amadou Vamoulké

Le procès de l'ex-directeur de la radiotélévision publique camerounaise, accusé de détournement, à de nouveau été reporté au 24 août des l'ouverture de l'audience du 26 juillet 2021. C'est le 74 ème report de ce procès. Pour Alain Massé, ancien directeur général de Radio France, cela doit s'arrêter.



Amadou Vamoulké avec ses avocats.

Incarcéré depuis cinq ans sans jugement, le procès de l'ex-directeur de la radiotélévision publique camerounaise, Amadou Vamoulké, a de nouveau été reporté pour la 74ème fois. Son cas est devenu le symbole de la lutte pour la défense des droits des journalistes à travers le monde, mais aussi la parfaite illustration de l'absurdité d'un système judiciaire dont les décisions suscitent interrogations et incompréhensions, selon le journal Jeune Afrique. Il est accusé de détournement de fonds publics de plusieurs millions d'euros, sur la base du rapport d'audit de l'expert comptable désigné par la Cameroon Radio Television (CRTV) pour surveiller la gestion de l'entreprise sous l'ère Vamoulké (2005-2016). Dans une déclaration faite, en juin dernier, par son avocat, Fabrice Epstein, cité par Jeune Afrique, "*le rapport qui l'inculpe, a été réalisé en deux ou trois mois par un comptable non assermenté qui n'est pas compétent… Ce qui n'est ni raisonnable ni normal*".

Pour l'ancien directeur général de Radio France, Alain Massé, cité par RFI, "*les procédures à l'encontre d'Amadou Vamoulké ne reposent sur aucune charge. À plusieurs reprises, l'accusation a fait valoir qu'elle avait besoin de renvoyer le procès pour fournir une liste de témoins, pour finalement admettre qu'elle renonçait à produire les témoins*". En soutien, l'ONU, ainsi que des pétitionnaires de quarante-deux pays ont réclamé en vain, depuis cinq ans, sa libération immédiate, a indiqué RFI. Malade et affaibli, Vamoulké a été écroué depuis le 29 juillet 2016. "*Il a 71 ans, il souffre… Actuellement, il risque une amputation de ses membres inférieurs*", a indiqué Alain Massé.

Roseline BADO

SOUDAN DU SUD

Exécutions extrajudiciaires au Soudan du Sud: 42 morts (ONU)

Les Nations Unies ont exigé, le lundi 26 juillet 2021, la fin des exécutions extrajudiciaires au Soudan du Sud, après l'exécution "macabre" d'au moins 42 personnes, accusées d'activités criminelles, sans accès à un procès équitable.



Les victimes sont retirées de la prison ou de la garde à vue et tuées sans procès équitable



"Les personnes accusées de crimes ont droit à un procès équitable", a déclaré Nicholas Haysom

La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a exhorté les autorités locales et nationales à mettre fin aux exécutions extrajudiciaires, après la mort d'au moins 42 personnes, accusées d'activités criminelles, sans accès à un procès équitable, selon le point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU.

Selon, un rapport de l'ONU, «certaines victimes ont été exécutées devant leurs familles et d'autres laissées attachées aux arbres, dans une vague de lynchages horribles, dans un pays où la gouvernance pacifique est restée insaisissable au lendemain de la guerre civile".

Depuis mars, les enquêteurs des droits de la MINUSS ont documenté le meurtre de 29 criminels accusés à Warrap, un État du nord-ouest, en proie à un conflit meurtrier entre groupes ethniques rivaux. «Des témoins oculaires ont rapporté que certains hommes ont été emmenés dans des zones reculées, attachés à des arbres et exécutés par un peloton d'exécution" a déclaré la MINUSS dans un communiqué. "Dans certains cas, leurs corps auraient été laissés sur les arbres comme

La suite à la page 7

La suite de la page 6

exemple pour la communauté" », a-t-elle ajouté. Selon toujours l'ONU, 13 autres personnes avaient été sommairement exécutées en mi-juin, sur instruction de responsables locaux, dans les États des Lacs, une région centrale sujette aux conflits.

«Les personnes accusées de crimes ont droit à un procès équitable dans le cadre d'un processus judiciaire formel et ne devraient pas être soumise, au jugement aléatoire du gouvernement ou des chefs traditionnels», a déclaré Nicholas Haysom, envoyé spécial de l'ONU au Soudan du Sud, dans un communiqué. «L'ONU a demandé au ministère de la Justice du Soudan du Sud d'enquêter et de poursuivre les responsables et a fait part de ses préoccupations directement aux responsables locaux des deux États" a poursuivi Haysom.

En rappel, le Soudan du Sud, éprouvé par la guerre civile, deux ans après son indépendance en 2011, est aux prises avec l'anarchie et la violence inter-ethnique.

K.Fiakofi

Le scandale Pegasus envenime les relations entre le Maroc et l'Algérie

Quelques jours à peine, après une nouvelle poussée de tension entre les deux pays sur la question du Sahara occidental, Alger se dit « profondément préoccupé » par les révélations selon lesquelles des responsables algériens auraient été espionnés par le logiciel Pegasus.

Selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères, cité par Allafrica, Alger dénonce l'utilisation à grande échelle par le Maroc du logiciel israélien, Pegasus, contre « des citoyens et des responsables algériens » avec une pratique jugée « illégale, malvenue et dangereuse ». Le texte condamne vigoureusement cette atteinte systématique « inadmissible » aux libertés fondamentales et se réserve le droit de « mettre en



vives tensions entre le Maroc et Algérie

La suite à la page 8

La suite de la page 7

œuvre sa stratégie de riposte », sans plus de précisions.

Le site lemonde.fr a rappelé que la relation était déjà tendue après le rappel de l'ambassadeur algérien à Rabat et la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël. Le quotidien français Le Monde et le site d'information francophone Tout sur l'Algérie (TSA) ont affirmé que, selon une enquête du consortium Forbidden Stories et Amnesty International, des milliers de numéros de téléphone algériens, dont certains appartenant à de hauts responsables politiques et militaires, ont été recensés comme cibles potentielles du logiciel Pegasus, commercialisé par l'entreprise israélienne NSO en 2019. Ces révélations ont suscité une indignation générale en Algérie, notamment sur les réseaux sociaux.

L'intérêt des espions marocains s'est également porté sur les numéros de plusieurs membres du premier cercle du roi, et même sur un téléphone utilisé par Mohammed VI, ce que NSO a démenti, le mardi 20 juillet 2021, refutant que le roi ait été surveillé ou ciblé pour surveillance par l'un de ses clients. Faute d'avoir eu accès à ces téléphones, Le Monde et Forbidden Stories n'ont pas pu déterminer si les appareils visés ont été infectés. Les données montrent néanmoins que les numéros de plusieurs personnes clés de l'entourage royal ont été entrés dans l'outil, excluant la possibilité qu'il s'agisse d'incidents isolés.

Fatimata COMPAORE

BURKINA FASO : Grogne au ministère du commerce Le ministre Kaboré sort de son silence

Le 19 juillet dernier, le Syndicat National des Agents du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Arts (SYNAMICA) a animé un point de presse au cours duquel il a décrié la gestion de leur département de tutelle conduit par Harouna Kaboré. La réponse des autorités ne s'est pas faite attendre puisque celles-ci, dans une déclaration datée du 20 juillet, ont qualifié les informations livrées par le syndicat d'«infondées et tendancieuses».

Le SYNAMICA a, lors de sa rencontre avec les Hommes de médias, pointé du doigt le fonctionnement au triple plan industriel, commercial et artisanal de ce département sous la houlette du ministre Harouna Kaboré. Ainsi sur le plan industriel, le syndicat avait dénoncé l'institution de réformes hasardeuses et un problème de gestion des compétences par les autorités de tutelle. Toute chose que le ministère rejette en bloc, lançant ceci : «toute maison bâtie sur le sable s'écroulera tôt ou tard». Et c'est ce qui a justifié, selon lui, l'adoption en avril 2019, d'une stratégie nationale d'industrialisation. Un document qui, d'après ses géniteurs, est «le fil conducteur des réformes et des mesures innovantes dont celles mises en œuvre pour remettre sur les rails plusieurs

La suite à la page 9

La suite de la page 8



Selon la déclaration du MICA, Harouna Kaboré, depuis sa nomination à la tête de ce département fait bouger les lignes

entreprises en proie à des phénomènes comme la fraude, la contrefaçon et la concurrence déloyale».

Grâce à cet instrument également, plusieurs industries locales ne connaissent plus de soucis d'écoulement de leurs produits, a soutenu le ministre. Au niveau du commerce, la déclaration ministérielle indique que, contrairement aux allégations du syndicat, il existe, depuis 2018, une convention entre certaines industries locales et le réseau des importateurs pour «l'enlèvement des produits issus de ces unités afin que le temps des invendus soit désormais conjugué au passé». Et le ministre Harouna Kaboré de s'interroger si cela était du populisme comme l'a relevé le syndicat. Au titre de l'artisanat, le syndicat avait souligné la non application de certains textes juridiques à l'image du code communautaire de l'UEMOA, comme étant un des handicaps de ce secteur.

Le syndicat accusé de prôner des contre valeurs

Faux, rétorque le ministre qui, en plus de balayer du revers de la main cet argument, l'a jugé «totalement infondé». Selon les sources du ministère, ces textes existent bel et bien dans le corpus juridique burkinabè, ce qui d'ailleurs a permis «le renouvellement de l'assemblée consulaire de la Chambre des métiers de l'artisanat du Burkina Faso, avec l'organisation réussie des élections consulaires de l'année 2021».

Sur les accusations de fait de «clientélisme, copinage et de gabegie» formulées par les agents à l'encontre de leurs premiers responsables, le ministre estime que certains militants du syndicat sont porteurs de valeurs antidémocratiques. «En évoquant le recrutement d'amis et de copains du privé dans un ministère en charge du secteur privé, par le premier responsable du département, ils prônent toute honte bue, la stigmatisation et l'exclusion». Et le ministère de conclure, en ironisant : «ces personnes ne sont-elles pas Burkinabè ou le fait de venir du secteur privé est-il un crime?».

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

Lutte contre la Covid-19 au Burkina Les agents d'exécution très remontés



Les agents d'exécution invitent les autorités à satisfaire leurs doléances

Le personnel intervenant dans la lutte contre la Covid-19, affilié à l'Organisation nationale des Syndicats libres (ONSL), était face à la presse le 27 juillet 2021 à Ouagadougou. Leur plateforme revendicative et les différentes actions entreprises étaient au menu des échanges.

Le personnel recruté en mars 2020 pour suppléer les agents de santé dans la lutte contre la Covid-19 sont en colère contre leur ministère de tutelle. C'est du moins ce que l'on retient de ce face à face entre ces travailleurs conférenciers et les Hommes de médias. Selon les premiers, le personnel d'appoint a été sur tous les fronts de la lutte contre la maladie à coronavirus, depuis son apparition dans notre pays, et cela, de façon permanente. Mais à les entendre, après leur prestation de service, beaucoup de difficultés vont surgir, sans qu'ils trouvent une oreille attentive de la part de la hiérarchie. Entre autres difficultés, les syndicalistes ont relevé le déficit de communication des autorités sanitaires envers les équipes de terrain, le retard criard dans les paiements de salaires et les frais de prise en charge, l'insuffisance de matériels de travail, la réduction du nombre de jours de travail etc. Autre fait plus grave, les travailleurs ont confié avoir été «congédiés verbalement et sans motif». Visiblement révoltés par la tournure des choses, ils auraient porté cette affaire devant les juridictions compétentes. En attendant que le procès se tienne, ils ont invité les agents concernés à rester mobilisés pour la suite de la lutte.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BOTSWANA

Le Botswana envoie près de 300 soldats au Mozambique



Des soldats botswanais en mission au Mozambique

Les dirigeants des pays d'Afrique australe se sont accordés sur l'envoi d'un contingent militaire au Mozambique. Réunis à Maputo, les dirigeants ont dit avoir pris cette décision, pour lutter contre les groupes jihadistes qui sèment la terreur dans le nord-est du pays depuis plus de trois ans.

Un contingent de 296 soldats botswanais est arrivé au Mozambique, le 26 juillet 2021, pour appuyer les soldats des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe, ou SADC, dans leur mission, a rapporté Allafrica. Les troupes de la SADC sont déployées pour la première fois pour réprimer l'insurrection islamiste meurtrière à Cabo Delgado, la province la plus septentrionale du Mozambique. Masisi, le président de la SADC, au sujet de la politique, la défense et la sécurité, a déclaré que le déploiement fait partie des efforts de la région pour promouvoir la stabilité dans le Mozambique. Il a ajouté ceci : «aujourd'hui, nous assistons à une autre étape importante dans nos objectifs de propulser le programme de paix dans notre région en donnant suite au mandat de la SADC, visant à faciliter les conditions de paix dans la partie nord de la République du Mozambique à Cabo Delgado, en particulier «.

Notre source a expliqué que le Botswana devient le deuxième pays de la SADC à envoyer des troupes à Cabo Delgado, après que des soldats sud-africains ont débarqué au Mozambique la semaine dernière. Quant au Rwanda, qui n'est pas membre du bloc régional de

La suite à la page 12

La suite de la page 11

16 membres, il y a également envoyé 1 000 soldats en début juillet.

Adriano Nuvunga, directeur du Centre pour la démocratie et le développement à Maputo, se félicite de l'arrivée des troupes étrangères mais s'inquiète de la coordination de l'opération. Il a déclaré que «ce sont des troupes de différentes nations, différentes cultures et différents codes d'opérations. C'est un défi supplémentaire pour le Mozambique de coordonner cela. C'est une militarisation supplémentaire, qui peut alimenter le conflit avec des conséquences pour les communautés locales, pour les situations humanitaires et les abus des droits de l'homme ».

Il faut rappeler que le mois dernier, la SADC a décidé d'envoyer des troupes pour combattre les insurgés islamistes dans la région riche en pétrole de Cabo Delgado. Les troubles civils ont coûté la vie à près de 3 000 personnes tandis qu'environ 800 000 personnes ont été contraints au déplacement.

Fatimata COMPAORE

La crise va crescendo en Tunisie

Le président tunisien, Kaïs Saïed, a limogé, le lundi 26 juillet 2021, le ministre de la Défense, Ibrahim Bartagi et la porte-parole du gouvernement, Hasna Ben Slimane, également ministre de la Fonction publique et ministre de la Justice par intérim. Les nouvelles destitutions s'ajoutent à celle du premier ministre, Hichem Mechichi, survenue le 25 juillet dans la soirée, après une journée de manifestations dans de nombreuses villes de Tunisie, notamment contre la gestion de l'épidémie de coronavirus.

Après avoir suspendu les activités du Parlement et démis le Premier ministre de ses fonctions, le président tunisien Kaïs Saïed, a limogé plusieurs ministres. Dans la foulée, il a rencontré des membres de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), influente centrale syndicale, qui a estimé que les décisions prises par le président tunisien étaient "conformes" à la Constitution. Le président tunisien, également chef de l'armée, s'est aussi octroyé le pouvoir exécutif.

«J'aiprismesresponsabilités. Aujourd'hui, j'assume cette responsabilité historique et ceux qui prétendent qu'il s'agit d'un putsch n'ont qu'à réviser leurs cours de droit», a déclaré Kaïs Saïed, cité par africanews. Le message était adressé notamment à Ennahdha, le principal parti au Parlement, qui a fustigé les mesures prises par le président et dénoncé "un coup d'État contre la révolution et la Constitution".

Le pays sur une nouvelle pente ?

La suite à la page 13

TUNISIE

La suite de la page 12



Des gens se sont rassemblés dans les rues de la capitale Tunis et d'autres villes pour exulter ...

En congédiant le gouvernement le dimanche 25 juillet 2021, le président, Kaïs Saïed, a gelé les travaux du Parlement, selon l'opinion. Cette annonce fait suite à des manifestations dans de nombreuses villes du pays. Les protestataires ont notamment réclamé la «dissolution du Parlement». Kaïs Saïed a annoncé ces décisions, à l'issue d'une réunion d'urgence au Palais de Carthage, alors que la Tunisie fait face à un pic d'épidémie de Covid-19 et à une profonde crise politique, opposant le président au principal parti parlementaire Ennahdha.

Dans un communiqué publié, le 25 juillet dans la soirée, le chef de l'Etat a invoqué la Constitution de 2014, pour démettre de ses fonctions le Premier ministre, Hichem Mechichi et décréter le gel des activités parlementaires pour une durée de 30 jours, indiquant qu'il gouvernerait lui-même en se faisant épauler par un nouveau Premier ministre, selon la même source. Le lundi 26 juillet dans la matinée, l'armée tunisienne s'est déployée autour du palais gouvernemental à Tunis et a empêché les employés de pénétrer dans le bâtiment. Il s'agit du virage le plus délicat amorcé par la Tunisie, depuis la révolution de 2011, laquelle a provoqué le « Printemps arabe » et mis fin à des décennies d'autocratie pour faire place à des réformes démocratiques, sans toutefois déboucher sur une gouvernance satisfaisante et une prospérité économique.

Oumou KONATE

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Liberia : Stimulations et défis à l'occasion des 174 ans d'indépendance



Le Libéria, la plus ancienne République indépendante d'Afrique, a célébré, le lundi 26 juillet 2021, ses 174 ans d'indépendance, dans la sobriété pour cause de la pandémie du coronavirus. Selon KOACI, la célébration a été placée sous le thème « Ensemble, nous sommes plus forts: lutter contre la Covid-19 et parvenir au développement, à la paix, aux droits de l'homme, à la justice, à la santé et à la prospérité pour tous ». Dans son discours à la nation, cité par notre source, le président Weah a invité ses compatriotes à travailler collectivement pour maintenir la paix avec l'exhortation que « nous ne devrions plus jamais recourir à la violence pour résoudre nos différends ».

Tingg, la plateforme d'E-paiement déployée pour le retail en Zambie



« Tingg » est la plateforme de paiement numérique à guichet unique lancée au cours de ce mois de juillet 2021, par Cellulant la société de technologie financière panafricaine pour favoriser la croissance du secteur formel et informel en Zambie, a indiqué Cio-mag.com. Cette application permet aux entreprises, à travers le pays, d'accepter en toute transparence les paiements des clients. Selon notre source, c'était une occasion pour le groupe, de répondre à la demande de paiement numérique qu'exigent 50% des clients de détail pour leurs achats.

Tunisie/CAF : L'espérance de Tunis sanctionnée

La commission de discipline de la Confédération fricaine de football (CAF) a infligé une sanction, de quatre matches à huis clos, dont deux avec sursis, à l'Espérance Sportive de Tunis, a rapporté Kawarji. Il devra en plus s'acquitter d'une amende de 167 mille dinars. Cette sanction est intervenue, à la suite des dépassements enregistrés au cours du match disputé face à Al Ahly en Ligue des Champions, a précisé notre source. Aussi, la CAF a signifié qu'en cas de débordements de la part de des supporters du club au cours des deux prochaines années, deux autres matches à huis clos lui seront imposés.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Crise politique en Tunisie : Le ministre de la Défense limogé



Selon France 24, le président tunisien, Kaïs Saïed, a limogé, le lundi 26 juillet 2021, le ministre de la Défense, Ibrahim Bartagi et la porte-parole du gouvernement, Hasna Ben Slimane, également ministre de la Fonction publique et ministre de la Justice par intérim. Le principal parti au Parlement, Ennahdha, a qualifié ces mesures de coup d'Etat contre la révolution et contre la Constitution. L'union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), a, quant à elle, soutenu les décisions prises par le président, estimant qu'elles étaient conformes à la Constitution, a indiqué 20minutes.fr

RDC/Kinshasa : Les agents de la TRANSCO en grève



Les agents de la société de transport du Congo (TRANSCO) ont déclenché un mouvement de grève, le lundi 26 juillet 2021, à Kinshasa, a rapporté Radio Okapi. Les grévistes ont exigé le paiement de leurs arriérés de salaires qui s'élèvent à sept mois, ainsi que le paiement de vingt-quatre mois de primes, a précisé notre source. Cette grève a entraîné une paralysie dans le secteur des transports en commun, mettant les usagers dans une situation inconfortable.

RDC: Deux Chinois arrêtés pour avoir ordonné la bastonnade de mineurs artisanaux



Deux exploitants miniers chinois vont devoir se justifier devant la justice militaire du pays, pour avoir ordonné à des soldats congolais d'infliger un traitement dégradant et humiliant à des mineurs illégaux en République démocratique du Congo, a rapporté La Nouvelle Tribune. Une vidéo de la scène qui a été partagée sur les réseaux sociaux a suscité la colère et l'indignation des internautes. Ces chinois seront jugés pour incitation des militaires à commettre des actes contraires à leurs devoirs, a ajouté notre source.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

+ 226 76 60 97 21

redaction@sc-mail.info

Site web

www.quotidiennumerique.com

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration

OTC MEDIA SARL

Directeur de publication

Siaka GOW

Redacteur en chef

Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction

-Lonsani SANOGO

-Oumou KONATE

-Roseline BADO

-Leylatou TIENDREBEOGO

-Fatoumata COMPAORE

-Djakaridja GHO

-Romuald Aristide SOME

- Pierre OUEDRAOGO

-Augustin NIKIEMA

- Fiakofi KOSSI

-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage

-Djakaridja GHO

-Romuald Aristide SOME

Distribution

www.quotidiennumerique.com

Carte d'abonnement

+226 61 07 20 20

Une vente en ligne

(Abonnement, insertion, couverture médiatique)

+226 76 60 97 21

+226 61 08 03 03

+226 66 20 00 26

contact@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun

viaPRESSE.com — Europe - Amerique

Cdiscount — France

MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire

fnac — Europe

viapress.be — Belgique

SOGAPRESSE — Gabon

ePresse — Europe - Amerique

Cultura — France

emediaplace — Afrique

France loisirs — France

scopalto — Europe

orange — Tous les pays Orange

Tego

YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE

Bientôt !

des parutions spécifiques

Culture

Jobs

Business

Satire

Adolescents & Jeunes

Feminin

Faire ce que nous pensons être un besoin capital pour les autres !

Le Quotidien Numérique d'Afrique

ANNONCE

NOUS PUBLIONS LES ARTICLES DE PRESSE

Pour :

- Entreprises,
- Administrations publiques,
- Institutions,
- Associations et ONG,
- Responsables de communication, de Presse, de Relations publiques, etc.

Contactez-nous

contact@sc-mail.info

00226 64 20 00 26

ANNONCE

INFO POUR LES LECTEURS

Nos colonnes sont gratuites pendant les vacances pour :

- Les avis et résultats de recrutement
- Les avis à manifestations et Appels d'offres
- Les vœux, Images et messages d'anniversaire
- Les annonces, images de célébration de mariages
- Les annonces, images des fêtes communautaires, traditionnelles et nationales
- Les communiqués nécrologiques
- Les soutenances des étudiants en fin de formation
- Les annonces d'événements rélévant de la culture
- Les annonces d'événements scolaires





ANNONCE

1 page entière

Pour les insertions, communiqués,
Publicités, articles de Presse
Contactez-nous

contact@sc-mail.info

00226 64 20 00 26

Publier sur un journal continental,
lu dans le monde entier c'est plus
que de la visibilité.

ANNONCE

1/2 page
pour
insertion

1/4 page
pour
insertion

1/8 page
pour
insertion